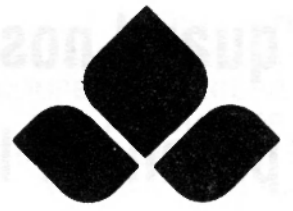


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

bertrand renouvin



pour une
révolution
tranquille

2 AVRIL AU 22 AVRIL 1981 - 11ème année - N° 335 - 4,50 F

M 2242 - 335 - 4,50 F

quand nos lecteurs prennent la parole

NON AU PROTECTIONNISME

La protection que vous préconisez est une mesure nationale qui vise un marché mondial. Ainsi nous pouvons écarter de notre sol le flot automobile japonais; il s'écoulera mieux encore chez nos clients étrangers qui, chose étonnante n'est-ce pas, comparent les coûts et achètent au moindre prix. Après quelques années l'industrie protégée n'exportera plus rien et sera plus faible encore; on la protégera davantage.

C'est une politique. Est-ce sauvegarder «notre potentiel industriel et nos emplois»? Bien sûr que non. C'est ruiner l'un par les autres. Il vous faudra admettre un jour que notre problème économique n'est pas la «création d'emplois» mais la répartition des ressources qu'une technologie perfectionnée permet de créer avec de moins en moins de travail.

O.C. (Lyon)

DEFENSE DE GUILLEMIN

J'ai été très agacé puis peiné de lire sous votre plume de grossiers jugements sur la personne de Monsieur Henri Guillemin. Car, et peut-être serez-vous étonné, je suis à la fois un lecteur attentif et admiratif de Henri Guillemin et un abonné très intéressé de votre bimensuel «Royaliste». C'est en effet un magazine qui m'a fait découvrir un courant de pensée original et fort intéressant.

Pourtant, je suis soulevé d'indignation lorsque, dans votre article, je note «historien» entre guillemets; «hideux regard»; «pauvre homme»; «inutiles grossièretés ou encore «apologiste de Staline», c'est FAUX, relisez donc avec attention les écrits de Monsieur Guillemin à ce sujet. Sans compter que vous donnez à votre cher Péguy carte blanche lorsque vous écrivez «N'est-il pas permis lorsqu'on s'appelle C.P. ...». La fin justifie les moyens... C'est sans doute un héritage de cet «assassin verbal» qu'était Maurras ...!

Mais je m'empresse et je suis triste. Je vais vous faire une confidence. Guillemin a su, à l'agnostic que je suis, entrouvrir un coin du voile masquant le Grand Vide ou Dieu, les articles semés d'affirmations dogmatiques, et creuses jamais!

On ne croit bien qu'avec le cœur. En vous lisant, j'ai cru que le vôtre était sec. J'espère m'être trompé... Avez-vous déjà entendu parler Monsieur Guillemin de sa foi? Ce vieillard qui crie sa vérité et qui brûle d'amour pour un certain Monsieur Dieu... Quel moment troublant! Combien plus troublant que les spectacles organisés par les fans d'un nommé Jean-Paul II... que vous célébrez beaucoup dans «Royaliste».

Monsieur Guillemin est, au-delà d'options politiques personnelles, un homme de bonne volonté vraie. J'avais cru sentir que votre magazine était un rendez-vous d'hommes de bonne volonté. Me suis-je trompé?

C.L. (Belgique)

LE TRONE, OUI, MAIS PAS L'AUTEL

Je respecte le monothéisme en tant que philosophie ou base d'une religion personnelle, mais je suis obligé de constater que lorsqu'il est institutionnalisé au sein d'une «église» (au sens large), il est à l'origine de la pire intolérance et des manifestations les plus sanglantes de celle-ci (l'Inquisition! ..., le comportement actuel de l'Islam en Iran! ...)

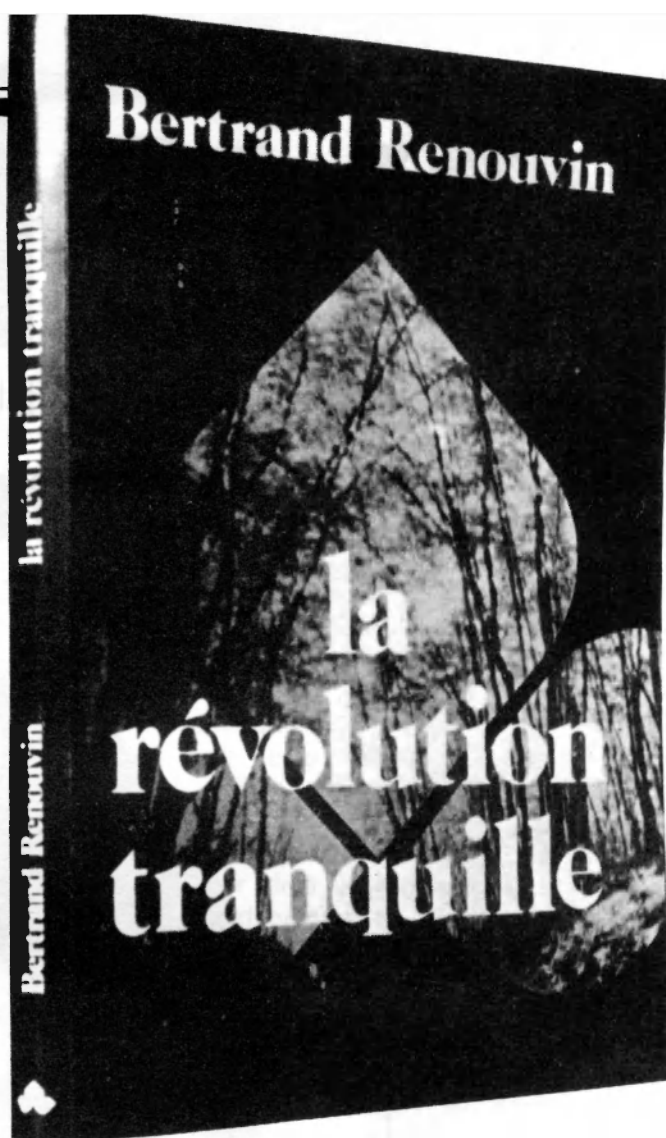
Je tiens cependant à mettre à part le judaïsme et je suis extrêmement reconnaissant aux juifs de ne faire aucun effort de conversion à l'égard des non-juifs: on ne peut que se réjouir de cette absence d'esprit «missionnaire».

S'agissant de votre journal, les articles de Gérard Leclerc évoquent fâcheusement l'alliance du «trône et de l'autel» et, si j'accepte la perspective d'une monarchie, c'est d'une monarchie libre de toute connivence avec une église. En effet, je suis en quelque sorte un «fourériste» attardé et la forme du gouvernement m'est assez indifférente, si sont assurées certaines garanties qui sont incluses dans certaines des positions que vous défendez.

Ceci posé, je préfère donc voir à la tête du pays un Juan Carlos plutôt qu'un politicien du type habituel.

Cette position est tout à fait indépendante, d'ailleurs, de ce que je continue à penser des crimes passés des différentes monarchies: française, espagnole et les autres...

J.B. (Paris)



«LA RÉVOLUTION TRANQUILLE». Enfants perdus de Mai 68, orphelins du gaullisme, ou spectateurs déçus par les discours de la «bande des quatre», allons-nous accepter la prétendue fatalité de la crise et consentir au totalitarisme insidieux qui s'installe? Autre chose est possible, si la politique est repensée, si le pouvoir est libéré des puissances capitalistes et placé au-delà des intérêts partisans: c'est une légitimité révolutionnaire qu'il faut instaurer, si nous voulons répondre à l'exigence commune de justice. «La Révolution tranquille» dit comment rompre avec l'impérialisme économique fauteur de chômage et d'inflation, et comment détruire la logique de l'inégalité. C'est à partir de cette instauration politique et de ces ruptures nécessaires qu'il sera possible d'imaginer autre chose: par la révolution régionale, par une nouvelle politique économique, et par la définition d'une nouvelle citoyenneté. En publiant leur premier manifeste, les royalistes veulent montrer le chemin d'une révolution anti-totalitaire, tranquille dans le choix de ses moyens, lucide par son sens des limites, mais vraiment porteuse de justice et de liberté.

BON DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :
.....
.....

commande exemplaires de «La révolution tranquille», et verse pour cela F ci-joint à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris. Tarif: 1 exemplaire: 40 F, 3 ex.: 90 F, 5 ex.: 140 F, 10 ex.: 200 F.

brejnev vote giscard

Pavé de l'U.R.S.S. pour Giscard d'Estaing ? La «Pravda» n'a pas craint de dresser un bilan globalement positif de l'action de V.G.E. en déclarant qu'en France M. Giscard d'Estaing a gagné une autorité personnelle en tant qu'homme politique prudent et réservé.



Dans l'arène internationale, les positions de la France se seraient «consolidées». Pour faire bonne mesure, la «Pravda» dresse un portrait au vitriol du programme et de l'action de Mitterrand et de Chirac. Certes la «Pravda» déplore la montée du chômage et de l'inflation durant le septennat et salue le «programme concret et net» en la matière de Georges Marchais.

Il n'en reste pas moins que le P.C. et l'U.R.S.S. font le jeu du président, le premier en tirant à boulets rouges sur Mitterrand, le second en soutenant discrètement V.G.E.

Jean-François Deniau a rétorqué que l'agence Tass avait fait dix fois plus pour de Gaulle en 1965. Ce qui est quelque peu forcer la vérité : Tass, dans un texte

purement analytique, avait déclaré «De l'avis des observateurs parisiens, les Français vont voter pour de Gaulle... une partie de ceux qui bien que n'étant pas partisans du régime de la Vème République soutiennent certaines mesures positives et réalistes que le gouvernement français prend dans le domaine de la politique étrangère.»

Deniau en revanche oublie de parler de la visite spectaculaire que l'ambassadeur Zorine fit au candidat Giscard d'Estaing entre les deux tours de l'élection de 1974. L'U.R.S.S. certes appréciait de Gaulle dans la mesure où il tentait d'assouplir l'atlantisme. De plus, peu soucieuse pour l'instant de changements dans une Europe de l'Ouest qu'elle n'a actuellement guère envie de phagocyter, elle appuie en France systématiquement les sortants. Mais elle savait que de Gaulle était un partenaire redoutable contre elle et que lors de l'affaire de Cuba ce dernier avait été un des premiers à soutenir Kennedy.

VGE plait bien davantage à Moscou. En effet, il y a deux manières d'être non aligné, ou bien être aligné sur personne (méthode gaullienne) ou bien être aligné sur tout le monde. C'est la deuxième méthode qui est chère à VGE. Il se fait le gendarme de l'Afrique, mais va à Varsovie rencontrer Brejnev. La démarche est d'allure gaullienne, le fond de la pensée politique est inconsistent. On comprend que l'U.R.S.S. souhaite voir réélu un président aussi faible.

Arnaud FABRE

partez à singapour !

Saviez-vous que le mondialisme économique pouvait faire de vous des travailleurs immigrés ? Les salariés de Philips le découvrent actuellement. La firme a décidé de réduire son implantation en Europe et de faire passer ses effectifs de 150.000 à moins de 120.000 personnes. Philips France, pour sa part, doit donc d'ici 12 mois supprimer 5000 emplois (de 35.000 à 30.000). Bien entendu il s'agira le moins possible de licenciements. On essaiera de vous «recaser» et comme la firme poursuit sa croissance aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est on n'hésitera pas à proposer à la jeune bobineuse de l'usine de Compiègne, par exemple, un poste de travail à Chicago ou à Singapour ! Au motif probablement de la sacrosainte mobilité !

250.000 emplois ont disparu depuis 10 ans dans le textile. Les Willot et l'héritage Bous-sac, Bidermann sont touchés malgré les aides considérables dont ces groupes ont bénéficié de la part de l'Etat. Chez Rhône-Poulenc, l'avenir des fibres synthétiques tourne à la catastrophe. Le CNPF n'hésite pas à prévoir dans ce cas précis des «dégagements dramatiques». Mais peut-on mettre Rhône-Poulenc en faillite ? La situation du textile a même justifié une séance à huis-clos à l'Assemblée nationale. On y aura évoqué la concurrence des Etats-Unis et du Sud-Est asiatique.

C'est vrai que la «vraie crise, c'est l'emploi». C'est vrai aussi qu'a été mis au point tout un arsenal de mesures préventives ou thérapeutiques tendant à faire des «licenciements doux», sous anesthésie pour ainsi dire. Et dans ce domaine le régime s'y connaît. Indemnités de départ, aides à la reconversion, pré-retraite, etc. Certaines de ces mesures sont d'ailleurs très positives comme l'installation de «licenciés» comme sous-traitants de la maison-mère. Mais il est probablement temps d'aller plus loin, de considérer le travail comme un «bien rare» à protéger, à partager, à réintroduire dans la vraie vie, même si les indices doivent en souffrir et baisser le PNB. C'est le moment de montrer que le profit n'est pas la seule mesure du mérite.

J-M B.

«restructurations» et «reploiements»

Alors que l'échéance électorale approche, on assiste à de grandes manœuvres dans l'industrie française qui tente de s'adapter aux soubresauts d'une machine économique de plus en plus folle.

Le secteur des aciers spéciaux est particulièrement concerné. Après sa prise de contrôle par Paribas (1) le groupe Empain-Schneider cède l'essentiel de sa filiale Creusot-Loire à Usinor. Une nouvelle société va être constituée, détenue à 75% par Usinor et à 25% par Creusot-Loire. L'Etat apportera 500 millions de francs dans la corbeille de mariage. Parallèlement, Pechiney-Ugine-Kuhlmann va céder sa filiale Ugine-Acier, en déficit chronique, à Sacilor. Là encore, une importante aide de l'Etat facilitera l'opération. Ainsi nous pourrions rire lorsque le candidat-Président viendra nous dire

qu'en cas de nationalisation le déficit de nombreuses sociétés serait financé par les contribuables !

Par ailleurs, le groupe PUK (toujours lui) va «larguer» -il n'est pas d'autre terme- l'ensemble de son secteur chimique (pharmacie et encres comprises). Déjà l'usine de Villers-Saint-Sépulcre est cédée à la société Polysar, contrôlée par l'étranger. De plus, des rumeurs persistantes évoquent la vente de Produits Chimiques Ugine Kuhlmann (PCUK) et de ses filiales au groupe Occidental Petroleum. Le tiède démenti du style «rien n'est

encore fait» mais admettant des tractations avec «plusieurs groupes français et étrangers» inquiète plus qu'il ne rassure. Les autres chimistes français sont en effet, eux aussi, en difficile posture. Déjà, dans les milieux syndicaux de PCUK, on parle de nouvelles fermetures d'usines et de nombreux licenciements.

Ces restructurations traduisent l'adaptation de secteurs en crise à une nouvelle «division internationale du travail» qui, notamment voulue par les USA et allègrement acceptée par nos actuels dirigeants, n'est pas le fruit du hasard. Ce qu'on appelle, par un délicat euphémisme, des «redéploiements» sont en fait des replis.

Combien feront-ils de nouveaux chômeurs, avant même la fin de ce septennat de malheur ?

A. SOLARI

(1) Voir «Royaliste» numéro 334 : «Le baron prend sa retraite».

politique étrangère : un bilan globalement négatif

Que penser d'un Président qui reçoit en même temps les éloges appuyés de la Pravda et ceux du Président Reagan ? Qu'il a remplacé, sans qu'on y prenne bien garde, la politique d'indépendance par celle de la double allégeance. Les grands empires aiment les chefs d'Etat faibles, qui ne les gênent pas et qu'ils peuvent manœuvrer à leur gré.

Certes, ce ne sont pas les discours gaulliens qui ont manqué, pendant ces sept années. Mais nous savons que Giscard d'Estaing est le spécialiste du double langage, l'homme des belles phrases masquant l'irrésolution et le retournement.

— Irrésolution à l'égard de l'Union soviétique : de janvier à juin 1980, nous avons successivement entendu le Président de la République dire que la guerre était menaçante, puis confier quatre jours plus tard aux journalistes que l'intervention soviétique en Afghanistan n'ait « peut-être pas été nécessairement programmée ni préméditée », réaffirmer à plusieurs reprises la solidarité atlantique tout en allant rencontrer Brejnev à Varsovie, condamner fermement l'intervention russe tout en affirmant que la France ne fournirait aucune aide à la résistance afghane. Ligne pour le moins sinieuse, qui traduit l'indécision de la diplomatie giscardienne sur une question pourtant claire puisque l'invasion de l'Afghanistan met en cause les droits



au Tchad : le plus cuisant échec ...

de l'homme et la liberté des peuples. Mais il est vrai que Giscard ne s'est jamais beaucoup soucié de ces droits et de cette liberté, que ce soit en Amérique latine ou encore en Pologne froidement considérée comme un pays appartenant à l'autre camp.

— Alignements fréquents sur la politique américaine. Face à des

présidents américains discrédités ou irrésolus, la France aurait pu avoir les coudées plus franches pour mener son propre jeu. Bien au contraire, V. Giscard d'Estaing a laissé les Américains organiser le désordre monétaire international lors de la conférence de Nairobi de 1973, où il représentait la France, en tant que ministre des Finances. C'est également lui qui, au « sommet » de la Martinique, a incité les Américains à intervenir en Afrique. C'est lui qui s'est aligné sur les Etats-Unis dans l'affaire iranienne alors que la France bénéficiait d'un grand prestige en Iran, qui lui aurait permis de jouer un rôle utile dans l'affaire des otages ; mais aujourd'hui Allemands et ... Américains sont en

sons au textile, à la sidérurgie) parce qu'elle n'a pas su maintenir une protection douanière à l'égard des Etats-Unis et des multinationales installées dans le tiers monde, et parce que les économies européennes, loin d'être complémentaires, se font une dure concurrence. L'Europe économique n'a pas empêché la crise, et cette crise est en train de détruire le marché commun. Quant à l'Europe politique, tant désirée par les giscardiens, elle a abouti à l'élection d'une assemblée européenne inutile, quand elle n'est pas dangereuse par sa volonté de s'occuper des affaires intérieures des pays européens.

Et le tiers monde, avec lequel nous aurions pu établir de nouvelles solidarités économiques et politiques ? En Afrique, la diplomatie giscardienne s'est déconsidérée en soutenant des régimes corrompus et notamment en favorisant les excès d'un Bokassa qui ont gravement nui au prestige de l'Afrique. Par méconnaissance des réalités, Giscard n'a pas compris l'intérêt d'une politique d'amitié avec la Libye -ce qui nous aurait évité l'expansionnisme actuel de Khadafi- et n'a pas voulu développer les relations de la France avec l'Algérie. Quant au Proche Orient, comment ne pas souligner l'incohérence d'une politique qui affirme le droit des Palestiniens à une patrie tout en privilégiant les relations avec Sadate, qui est l'homme du renoncement et de l'alignement sur les Etats-Unis ?

Au terme de sept années de giscardisme, voici donc la France moins présente dans le monde, moins sûre pour les peuples épris de liberté à cause de sa diplomatie flottante, moins respectée parce que l'image de son Président est floue et parce que pèse sur cet homme trop de soupçons : n'a-t-il pas trop souvent confondu les affaires de la France, ses intérêts personnels et familiaux et ses menus plaisirs ?

Autre chose était possible, comme le montre Bertrand Renouvin dans « La Révolution tranquille » : de nouvelles relations économiques avec le tiers monde, une politique indépendante des impérialismes, une internationale des nations soucieuses de leur liberté. Mais, pour envisager cela, il faudrait, d'abord, que Giscard s'en aille.

Michel TOURON

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

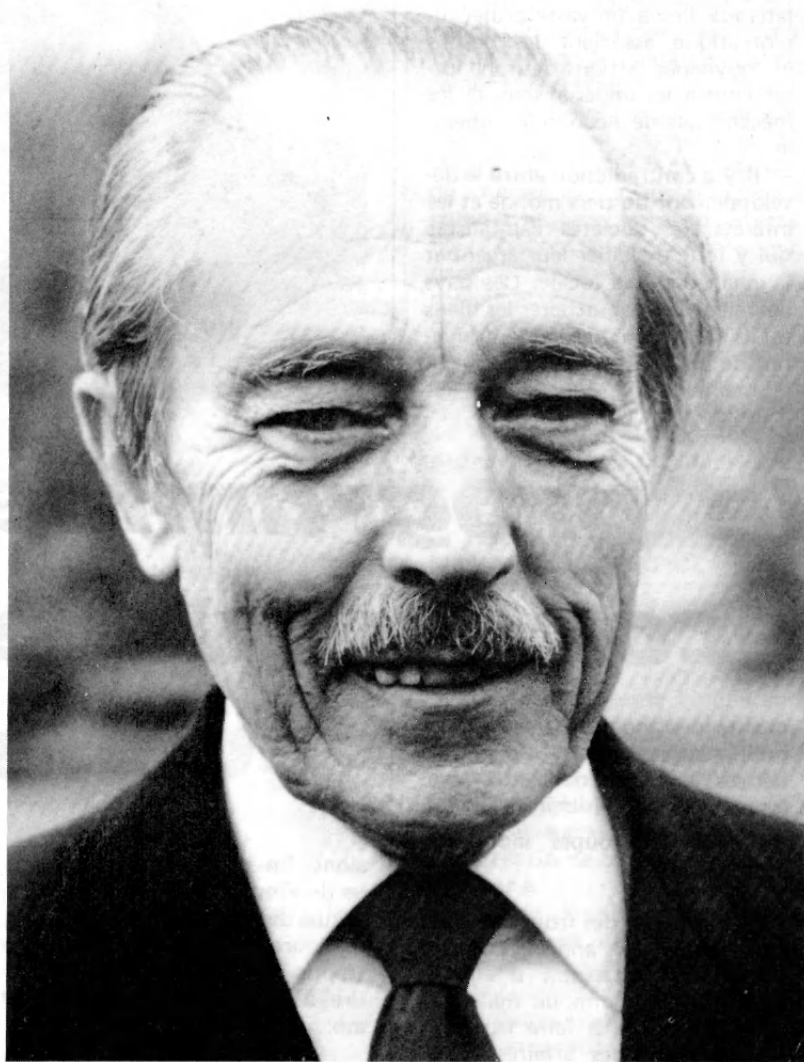
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

les ruptures nécessaires

«La Révolution tranquille». Le titre du livre-manifeste de Bertrand Renouvin peut surprendre; la tranquillité est rarement révolutionnaire, et les révolutions sont en général violentes. Comment peut-on envisager, au siècle des Goulags, une révolution anti-totalitaire, vraiment porteuse de justice et de liberté ?



le Roi, seule garantie
pour une révolution antitotalitaire.

Le pari semble impossible, tant les révolutions sont aujourd'hui meurtrières. Et la tentation est forte d'abandonner le souci politique. A quoi bon lutter, puisque les révolutions détruisent l'homme, puisque la politique se réduit au spectacle politicien, aux mornes discours de la médiocrité et de la fatalité ?

Pourtant des révoltes éclatent,

de la Lorraine à Plogoff. Pourtant des exigences demeurent, malgré les discours lénifiants du libéralisme avancé. Il y a en nous, quelles que soient nos traditions et nos origines sociales, une volonté commune de justice et de liberté. Et la politique n'a pas d'autre tâche que de poser les conditions de cette justice et de cette liberté, en veillant à l'unité essentielle de la

communauté dans laquelle nous sommes nés. C'est à partir de là que la politique peut être repensée, qu'une critique doit être entreprise, qu'un projet commun peut être développé.

D'où la nécessité préalable d'un constat, qui est celui de nos faillites. Faillite de la justice, dont l'espoir est aboli par la montée du chômage et de l'inflation, par la structure foncièrement inégalitaire de la société française. Mépris des libertés élémentaires, par les atteintes répétées à la liberté d'expression, par la disparition progressive de la liberté de décision des citoyens, par le fichage généralisé, comme par la loi «sécurité et liberté». Menaces sur l'unité enfin, par l'aveuglement des jacobins qui, en refusant toute décentralisation, provoquent des réactions extrêmes.

Une fois posées ces exigences communes, une fois établi le constat de nos faillites, il faut encore envisager le «changement» giscardien, en découvrir la nature profonde, et l'imposante cachée. Car la «société libérale avancée» est tout autre chose que ce qu'elle paraît : dominée par une caste attachée à ses privilèges, elle est foncièrement inégalitaire. Gouvernée par des gens de finance, elle se moque du développement économique. Séparée à la fois du peuple de France et de la tradition nationale, elle se laisse fasciner par l'empire américain.

L'analyse serait-elle favorable à la gauche ? Non pas. Car les partis, quels qu'ils soient, et même s'ils émettent des critiques fondées, ne peuvent poser, en monopolisant l'Etat, les conditions de la justice : parce qu'ils sont partie prenante dans les luttes de classe, parce qu'ils expriment avant tout leurs propres intérêts, parce qu'ils ont toujours une ambition hégémonique, ces partis, aussi justifiés soient-ils dans leur fonction représentative, ne peuvent assurer l'indispensable arbitrage entre les classes et les intérêts privés.

Dès lors, il faut poser autrement la question politique. L'Etat ne peut être l'enjeu de la lutte entre les partis, il ne doit pas être l'Etat de la classe dominante mais retrouver une indépendance qui est la condition première de l'arbitrage vrai. Deux expériences montrent qu'une telle exigence est réalisable : en France, l'œuvre du général de Gaulle, fondée sur une légitimité historique et populaire,

permet la restauration d'une indépendance momentanée de l'Etat et le retour à une politique d'indépendance nationale. Oeuvre véritablement capétienne, saluée comme telle et encouragée par le comte de Paris, que le général de Gaulle souhaitait comme successeur. De même, en Espagne, la légitimité historique et démocratique de Juan Carlos permet au pouvoir politique d'être la condition première de la paix civile et de l'unité, le rempart de la liberté menacée par les nostalgiques de la dictature.

Deux expériences qu'il convient de méditer, et qui ont toutes deux conduit à des révolutions dans l'Etat et dans la société. Car l'arbitrage n'est pas la neutralité : le pouvoir doit, quand il le faut, effectuer les ruptures qui s'imposent, accomplir les révolutions nécessaires.

Bertrand Renouvin montre quelles ruptures seraient souhaitables : avec le libéralisme économique par une politique de protection temporaire, avec la dictature de l'argent par une politique de nationalisation, avec le système des multinationales par la définition d'une économie d'entente. Il indique aussi quelles révolutions pourraient être envisagées avec l'accord des Français : la révolution régionale, une profonde réforme fiscale pour lutter contre l'inégalité, une nouvelle citoyen-

neté par la mise en place d'un nouveau mode de participation aux décisions dans l'entreprise et à la vie publique.

Thèmes connus sans doute. Mais le pouvoir politique n'a pas à imposer de nouveaux rapports sociaux : il doit favoriser les transformations qui sont souhaitées. Et c'est à cette condition que la révolution peut être tranquille, c'est à dire non-totalitaire. D'où le rôle fondamentale du pouvoir politique. Mais il ne peut le remplir que s'il reconquiert sa pleine et entière indépendance - cette liberté à l'égard des partis, des classes et des intérêts que donne la transmission du pouvoir par la naissance.

Rappeler nos exigences communes, désigner les ruptures nécessaires, indiquer les révolutions possibles, tel est le projet royaliste, qui prend force et cohérence en montrant que rien ne se fera tant que la question du pouvoir ne sera pas posée et résolue.

Jacques BLANGY

Qu'est devenu «l'immense chantier de réformes» annoncé en 1974 ? Des changements ont eu lieu, mais ce n'était pas ceux que l'on attendait.

LA VRAIE NATURE DU «CHANGEMENT GISCARDIEN»

En effet, le changement de mai 1974 ne s'exprime pas par de simples différences de comportement ou d'étiquettes politiques.

Georges Pompidou, issu d'un milieu modeste, était un partisan de la «société de consommation» grâce à une croissance soutenue. D'où son «projet industriel» cohérent, servi par des groupes industriels puissants, afin que des Français de plus en plus nombreux puissent accéder au bien-être matériel. Mis en œuvre par une technocratie de grands serviteurs de l'Etat et d'anciens «compagnons» issus de la Résistance, ce projet, peut-être contestable, avait le mérite d'être enraciné dans la nation dont il s'agissait d'affirmer la puissance sur le marché mondial et connaissait une liberté relative à l'égard des partis politiques et des groupes industriels et financiers.

Valéry Giscard d'Estaing issu de la haute bourgeoisie financière, et son entourage procédant d'un état d'esprit différent. Il s'est produit au sein de l'UDF une rencontre entre notables traditionnels et monde des affaires grâce à de jeunes énarques passant allègrement du secteur public au secteur privé. La classe dirigeante (responsables politiques, grands industriels, banquiers, hauts fonctionnaires) évolue et devient plus homogène : issue des mêmes écoles, partageant la même culture et les mêmes valeurs, préservant et renforçant sa cohésion sociale par une cooptation déguisée, défendant les mêmes intérêts politiques et économiques, séparée du reste de la nation par des barrières infranchissables, elle est en train de réaliser la fusion du pouvoir politique et du pouvoir financier.

Cette fusion a entraîné dans l'appareil d'Etat un renversement des valeurs. Alors qu'autrefois la fraction politique de la classe

dirigeante se vouait au service de l'Etat et soutenait le projet industriel, le milieu giscardien privilégie l'argent et non l'industrie, la simple rentabilité d'un capital dans une optique «mondialiste».

LA CRISE ECONOMIQUE EST-ELLE FATALE ?

Cette politique industriellement suicidaire s'accommode fort bien du chômage qui atténue les revendications sociales. La seule préoccupation giscardienne consiste à «adapter» l'économie française pour mieux l'insérer dans la division internationale du travail. Ainsi s'expliquent la liquidation de secteurs entiers (sidérurgie, textile) et les licenciements massifs car l'entreprise doit, au nom de la «libre-concurrence», se plier aux lois mondiales du marché et au seul critère de rentabilité.

Mais cette «adaptation» n'est-elle pas illusoire ? L'échec du plan Barre (accroissement du chômage, accélération de l'inflation, déséquilibre du commerce extérieur) n'est pas dû aux difficultés nées du «choc» pétrolier. Il réside dans la croyance en la «compétitivité» alors que la libre-concurrence est constamment faussée par le jeu des multinationales qui se lancent sur le marché mondial après avoir contrôlé leur marché intérieur, qui bénéficient des facilités d'investissement grâce au système monétaire international, de la libre circulation des produits et des capitaux, et qui exploitent de manière scandaleuse une main-d'œuvre misérable. Mais peu importe pour un «mondialiste». Le but est de faire circuler l'argent et de l'accumuler librement n'importe où pour n'importe quelle industrie. D'où la naissance d'un système clos de capitaux flottants, spéculations boursières et comptabilités habiles, complètement étranger à la vie de la nation.

L'échec tient aussi à la croyance que la «libération» des prix va favoriser l'investissement et le retour à l'embauche de la main-d'œuvre : on observe surtout un surcroît d'inflation et un gonflement des profits des entreprises. Pourquoi ne pas imaginer une autre politique ?

LES RUPTURES NECESSAIRES

● Pour une économie d'entente

— Une économie protégée peut être en même temps ouverte et très dynamique (cf. les Etats-Unis) à condition que cette protection

soit temporaire et limitée : il s'agit de passer un cap difficile en sauvant l'emploi, de résister provisoirement à la concurrence étrangère avant de reprendre sa place dans les échanges.

— La France est une société industrielle qui a besoin d'une nouvelle politique économique pour éviter la dépendance de l'étranger (ex. informatique, machine-outil, industrie pharmaceutique, agro-alimentaire) et maintenir les grands secteurs industriels (de l'aéronautique aux biens de grande consommation complètement disparus comme la moto ou la photo).

— Les échanges avec l'étranger supposent une entente réunissant des intérêts nationaux complémentaires tant économiques que politiques : d'où des contrats bilatéraux liés à un vaste projet diplomatique associant les petites et moyennes nations désirant lutter contre les impérialismes et les mécanismes de l'économie libérale.

— Il y a contradiction entre le développement du tiers monde et les intérêts des sociétés capitalistes qui y font travailler leur argent et la main-d'œuvre locale. Ces pays devraient pouvoir acheter les biens qu'ils fabriquent, ce qui entraînerait de plus hauts salaires versés à la main-d'œuvre donc la fin des

le programme économique et de

profits des multinationales. Tant qu'il y aura réexportation des bénéfices, les pays en voie de développement ne s'enrichiront jamais.

● Briser les groupes industriels et financiers

— A l'intérieur des frontières sont nés depuis les années 60, des «groupes» n'obéissant à aucune rationalité économique mais seulement destinés à faire fructifier l'argent dans des affaires rentables, où qu'elles soient et quelles qu'elles soient.

— Ces groupes dont la seule justification interne est le développement de leur puissance ne servent ni l'intérêt du consommateur ni l'intérêt national : leurs restructurations continues sont à l'origine des licenciements, leurs pressions menacent la liberté de l'Etat, ce sont de modernes «féodalités».

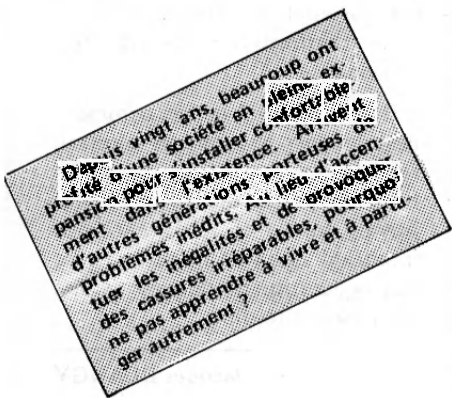
— Bien que très gaspilleurs ces groupes sont prospères grâce à un régime fiscal privilégié : avoir fiscal, bénéfice mondial, taxation réduite des plus-values lors des fu-

sions. En vingt ans, la part relative de l'impôt sur les sociétés a diminué de 20%.

— Pourquoi ne pas rendre aux entreprises leur autonomie, les rendre à la collectivité nationale et aux salariés qui y travaillent ?

● Nationaliser sans étatiser

— Une réponse partielle au défi de ces modernes féodalités consiste à nationaliser les principaux groupes français et les banques d'affaires. Grâce à cet «outil», l'Etat peut les contraindre à tenir compte de l'indépendance nationale, les obliger à s'insérer dans une politique régionale par une déconcentration financière et industrielle et mener une politique industrielle plutôt que d'indemniser des chômeurs. L'Etat contrôle déjà le crédit, mais il peut





sociale la n.a.r.

surveiller la manipulation des capitaux. Au fond, pourquoi ne pas rendre leur liberté à des entreprises qui n'ont aucune raison d'être dans un ensemble à vocation purement financière ?

— Mais nationaliser ne suffit pas car il y a une logique du capitalisme financier que le changement de propriétaire ne suffit pas à briser. Pourquoi ne pas donner aux travailleurs la désignation des dirigeants de l'entreprise ? Cette « autogestion » est-elle moins rationnelle que la pratique des actionnaires déléguant leurs pouvoirs à des banques ? Afin de ne pas décourager le jeu de l'épargne, subsisterait un marché d'actions cessibles en Bourse mais les augmentations de capital seraient prioritairement réservées au personnel qui pourrait devenir ainsi graduellement majoritaire au sein

de l'entreprise.

● Changer l'entreprise

Pour restaurer les finalités de l'entreprise, peut-être faut-il convenir des quelques principes suivants :

— ce sont les hommes qui produisent et non l'argent,

— l'entreprise doit produire ce que les hommes demandent et non ce qu'elle a décidé de leur vendre,

— les hommes travaillent et produisent pour la satisfaction de cette demande et non pour la rentabilité du capital. Par conséquent la production ne doit pas être adaptée à la commodité de la fabrication et aux bénéfices que le chef d'entreprise peut en retirer,

— l'argent nécessaire pour entreprendre et poursuivre la fabrication des biens trouve dans cette finalité son juste emploi en même temps que sa limite.

En conséquence la taille de l'entreprise n'est pas un gage de compétitivité. Mais il ne s'agit pas de dresser des plans minutieux comme le font les technocrates de l'« autogestion ». Simplement dans les sociétés de capitaux, le personnel pourrait accéder à la responsabilité par la surveillance de la gestion, ce qui peut également renforcer les liens entre l'entreprise et la région. Au fond les actionnaires principaux sont à considérer comme de simple prêteurs.

POSER LES CONDITIONS DE LA JUSTICE

● Pour une fiscalité plus équitable

— Remettre en cause l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui pénalise les seuls salariés.

— Mieux imposer la dépense : détaxer les produits de première nécessité et surtaxer certains biens importés ou de consommation ostentatoire.

— Frapper l'enrichissement sans cause dans les spéculations boursières, foncières et immobilières.

— Réformer l'imposition des sociétés (suppression de l'impôt fiscal et réglementation des frais généraux).

— Imposer le capital sans pénaliser les petits patrimoines ni leur transmission.

— Indexer l'épargne des particuliers.

● Pour une politique du logement

— Le logement est la condition première de la sécurité familiale et l'élément fondamental de l'épanouissement personnel.

— L'évolution urbaine accentue les inégalités en créant les quar-

tiers pour les riches et pour les pauvres, au lieu de favoriser le mélange des classes sociales et des générations.

— Pour assurer aux familles l'espace vital, construire des logements plus grands, ce qui résoudrait en grande partie le problème de la dénatalité.

— Arrêter la croissance des mégapoles avec son cortège de spéculations foncières, éviter la réalisation à l'intérieur du monstre parisien de villes sans âmes, sans passé et probablement sans avenir.

● Pour une égalité des chances

— Egalité devant la santé plutôt que de créer une médecine pour les riches à travers les projets actuels de réforme de la Sécurité Sociale.

— Egalité devant la culture en remettant à leur juste place les filières aujourd'hui privilégiées (écoles privées, grandes écoles) parce qu'on y apprend les « manières » de dire alors que les diplômés universitaires perdent progressivement leur valeur.



IMAGINER AUTRE CHOSE

● Pour une révolution régionale

— Tout reste à faire dans la mesure où le libéralisme giscardien ne conçoit de relations que directement entre l'Etat et les élus locaux, comme au XIXe siècle.

— Avec un « Etat-minimum » libéré de tâches multiples, il est possible de satisfaire la revendication régionale sans compromettre l'existence de la communauté française.

— La région est un cadre suffisamment vaste pour que les vrais problèmes soient posés et suffisamment limité pour éviter la bureaucratie qui étouffe aujourd'hui l'Etat et les collectivités locales.

— La culture régionale protège un

milieu de vie face aux agressions de la société technicienne.

— Le cadre administratif peut être repensé avec des modalités très souples : multiplier les communes en milieu urbain, donner des ressources suffisantes aux « communautés de communes » en milieu rural, conserver le département là où il recouvre une réalité homogène, créer l'arbitrage régional et revivifier les « pays » en allant jusqu'à élire une Assemblée Régionale là où le département est artificiel.

● Vers un nouveau mode de vie ?

— Pour l'éclatement, la diffusion et la dispersion de l'industrie en recherchant de meilleures conditions d'existence pour les travailleurs - ainsi seraient conciliées les nécessités de l'emploi et l'aspiration à la vie provinciale.

— Pour une réduction du temps de travail. En 1896, la semaine de travail était de 56 heures et en 1976 de 42 heures alors que pendant ce même temps, la productivité était multipliée par dix. Aux travailleurs de tirer un meilleur avantage des gains de productivité.

— Pour une utilisation judicieuse de la « robotique » afin de faire disparaître les tâches répétitives et dangereuses et de la « télématique » pour faciliter l'expression et la communication dans une optique de décentralisation.

— Contre la mécanique infernale du gaspillage voulu et organisé par la production et consommation de masse, contre les faux besoins créés par la publicité, pour l'association des syndicats, des mouvements écologistes et de consommateurs à la définition du Plan.

— Pour permettre grâce au temps libéré une plus grande participation à la vie locale ou tout simplement recouvrer un art de vivre.

● Pour une nouvelle citoyenneté

Afin d'éviter le monopole des « professionnels » de la politique, il serait opportun de créer à côté des partis traditionnels de nouvelles structures de dialogue visant à :
- faire remonter vers les centres de décision les revendications grâce à des « représentants » élus de petites circonscriptions (3000 habitants) ne possédant aucune souveraineté mais facilitant une consultation directe et permanente des Français.

- Informer les citoyens en ouvrant les médias aux courants d'opinion, ou par le canal des « représentants » qui présenteraient à leurs élus les grands dossiers nationaux.

synthèse réalisée
par Michel Giraud

l'internationale raciste

«Une renaissance du nazisme ? Mais vous n'êtes pas sérieux !» disait-on il y a huit ans lorsque nous dénoncions la revue «Nouvelle Ecole». Le livre de Michaël Billig montre que l'internationale raciste est une réalité présente, une menace qui ne cesse de grandir.

NEUE ANTHROPOLOGIE

Gesellschaft für Biologische Anthropologie
Eugenik und Verhaltensforschung



Diese von der GESELLSCHAFT FÜR BIOLOGISCHE ANTHROPOLOGIE EUGENIK UND VERHALTENSFORSCHUNG herausgegebene Zeitschrift verbreitet das ständig zunehmende Wissen über den Menschen und sein Verhalten. Weil hier von sachkundiger Seite, dennoch allgemeinverständlich, die wichtigsten Erkenntnisse der Wissenschaft vom Menschen aus verschiedenen Forschungsrichtungen zusammengetragen werden, steht NEUE ANTHROPOLOGIE einzig in dem deutschen Sprachraum da, wo solches Verbot...

La bête n'est pas morte en effet, malgré l'horreur absolue révélée en 1944 et malgré l'incapacité des théoriciens à démontrer la valeur des thèses héréditaires. Déjà Francis Galton, inventeur de l'eugénisme au XIX^{ème} siècle, partisan de l'amélioration de la «race supérieure», de l'extinction des «races inférieures» et de l'élimination des fous, des imbéciles et des pauvres, ne put jamais établir scientifiquement sa doctrine. Ni lui, ni ses disciples américains, allemands. Pourtant, l'école héréditariste londonienne eut un grand prestige, et le mouvement eugénique se développa beaucoup aux Etats-Unis, puis en Allemagne avec les conséquences que l'on sait.

Mais le choc provoqué par l'holocauste nazi semble avoir été oublié par certains scientifiques qui, dès les années soixante, tentèrent de donner une nouvelle crédibilité aux thèses de Galton tandis que des revues anglaises, allemandes et françaises diffusaient à nouveau l'idéologie raciste. Lecteur attentif des uns et des autres, et critique pertinent de la «science de la race», Michaël Billig a fort bien montré, dans son livre, la collusion entre les scientifiques de l'eugénisme (tels Eysenck et Jensen) et les groupes racistes d'Angleterre, d'Allemagne et de France :

— En Angleterre, la revue *Mankind Quarterly* a pour rédacteur en chef Roger Pearson, fondateur de la *Northern League* qui est le lieu de rencontre des groupes nazis d'Europe depuis 1958. Cette

revue, qui fait référence au théoricien Gunther, célébré par les hitlériens et lui aussi fondateur de la *Northern League*, a longtemps compté le célèbre Eysenck comme conseiller honoraire.

— En Allemagne, *Neue Anthropologie* reproduit régulièrement les articles de *Mankind Quarterly*, et entretient d'étroites relations avec la *Northern League*. Cette revue fait également référence à Gunther, compte de nombreux nazis dans son comité de rédaction et s'enorgueillit de la présence de Jensen à son comité consultatif.

— En France, le comité de patronage de *Nouvelle Ecole* regroupe des rédacteurs de *Mankind Quarterly*, en particulier Pearson. Alain de Benoist est lui-même membre du comité de rédaction de *Neue Anthropologie* : depuis 20 ans, il s'est voué dans les colonnes d'*Europe Action*, de *Nouvelle Ecole* et du *Figaro Magazine*, à la diffusion des thèses eugénistes d'Eysenck, de Jensen et de Lorenz ainsi qu'à l'apologie discrète des théoriciens racistes H.S. Chamberlain et Gobineau.

L'excellent travail de Michaël Billig établit la cohérence de la propagande raciste, et la place à nouveau prise par les disciples des théoriciens anglais et allemands de l'eugénisme, en France tout particulièrement. Saurons-nous conjurer cette menace si clairement désignée ?

Yves LANDEVENNEC

Michaël Billig - *L'Internationale raciste* - Ed. Maspéro. En vente au journal franco 25 F.

encre et vitriol

Jean David est un honnête homme, dans tous les sens du terme. Il faut l'être pour renoncer à son mandat de sénateur et pour dire que l'on s'est trompé de «bon choix».

«Chronique pour servir à la déposition du prince»... Bien qu'en avant propos, l'auteur affirme n'avoir voulu faire ni un essai, ni un pamphlet, on est tenté de dire, en refermant son livre, qu'il a parfaitement réussi l'un et l'autre. Petit livre de 126 pages qui peut se lire aussi bien d'un trait, comme on avale un grand verre d'eau glacée et rafraîchissante au milieu du désert, ou que l'on peut siroter à petite gorgée, pour le bien savourer. Mais on ressentira alors plus fortement l'amertume qui se dissimule sous le ton acidulé et sous les portraits lapidaires, sous l'allure sautillante de ce «journal d'un citoyen».

Assurément, l'ancien sénateur David, qui a renoncé à son mandat parce qu'il s'est aperçu que «le Parlement n'est pas le lieu d'une décision. Il est celui d'une parade. L'abondance d'expression qu'on y trouve est moins le signe de l'invivité que la conséquence de l'irresponsabilité...» ne fait guère de différence entre la bouteille de Waterman et le flacon de vitriol lorsqu'il s'agit de dénoncer les magouilles, l'imposture du jeu politique, la perversité du Pouvoir ou la tromperie des partis. Qu'on en juge sur pièces : «A toute expression d'une vérité relative par un élu, par un délégué syndical, par un journaliste, correspond une autre expression de la même vérité, celle du pouvoir, destructrice de la première. Toute expression d'une vérité relative est, par nature, agressive à l'égard du désordre établi (Tiens, aurait-il lu Bertrand Renouvin ?) Les seules vérités utiles sont celles que l'on dissimule. Le pouvoir en emplit de pleins paniers, qu'il tient en réserve...»

Mais la fiole de vitriol concentré ne sert pas à Jean David qu'à sa réflexion sur le pouvoir. Il y trempe aussi sa plume, pour nos yeux ravis, lorsqu'il esquisse les croquis de nos hommes politiques : François Mitterrand, ce «vieil humaniste-aux-bonnes-lectures» ou le Garde des sceaux, «l'immortel Diafoirus de Provins», ou encore Georges Marchais, «ce rigolo pour noces et banquets» en qui notre auteur «ne reconnaît pas l'héri-

tier de Politzer, Georges Marchais, ouvrier bidon» où l'on ne reconnaît «ni le visage ni les mains des travailleurs de mon pays». Raymond Barre, de son côté, «aime visiblement pilonner, redire, bâtonner, surprendre par la permanence de ses convictions, devenir surprenant à force de ne pas surprendre...»

Cependant, l'ancien sénateur ne se contente pas de caricaturer politiciens de tous poils, et son acidité corrosive se transforme en sensibilité profonde, sincère, quand il vient à parler des citoyens anonymes qu'il rencontre dans le métro, sur un marché, dans la rue, quand il pose la question de savoir où est, dans chaque grande ville «le monument aux morts du travail». Car les accidents du travail sont quotidiens. «Et n'espérons pas d'armistice».

C'est ainsi qu'au fil de son écriture parfaite, d'estocades en coups de taille, de souvenirs en coups de gueule, Jean David nous mène à sa conclusion : il faut déposer le prince, et le système qui le porte. «D'autres dirigeants dans le passé ont pris les Français pour des imbéciles. Rarement en aura-t-on fait comme aujourd'hui un système de gouvernement. Cela mérite sanction.» O, combien !

André THOMAS

Jean David - *Chronique pour servir à la déposition du prince* - Ed. du Seuil. En vente au journal, prix franco 37 F.

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

la garantie royale

François Mitterrand a la réputation non usurpée de cacher derrière son masque socialiste, l'âme d'un Florentin de la grande période. Quel dommage qu'il ait abandonné à Lionel Jospin ce titre de premier secrétaire qui évoque si bien les fonctions de Nicolas Machiavel ! Quoiqu'il en soit, ce Florentin a cru habile de lancer ses premiers coups de la campagne contre Valéry Giscard d'Estaing en l'accusant de se comporter en monarque. L'homme qui avait lancé à Charles de Gaulle l'apostrophe fameuse sur l'exercice solitaire du pouvoir reçoit la monnaie de sa pièce. Mais l'ex-secrétaire doit avoir calculé que l'effet de son attaque contribuerait à déstabiliser Giscard dans l'opinion. Est-il vraiment sûr d'avoir joué sur la bonne corde ?

Les hommes du candidat U.D.F. ne se sont pas fait faute de rétorquer qu'en fait d'autoritarisme, Mitterrand n'était pas en reste, dans sa façon de tenir en main l'appareil du parti socialiste. Ils auraient pu aussi gloser sur la petite cour du roi François, sur l'aura charismatique du grand chef parmi ses troupes. Mais en ce cas, nous en serions à la guerre en dentelles et aux futilités. Celles-ci ont abondé d'ailleurs durant la précampagne. Il est plaisant de couronner Valéry le Chauve d'une perruque louis-quatorzième, amusant d'évoquer avec force détails le cérémonial de l'Elysée, et le mimétisme comique de Foutriquet qui veut être roi. On en reste décidément aux futilités dont Foutriquet a peuplé son univers intérieur. Mais il n'apparaît pas que François Mitterrand ait voulu enfermer son adversaire dans un procès aussi badin.

VRAIE OU FAUSSE MONARCHIE

Si je me fie à ses dernières charges, le candidat socialiste s'en est pris surtout à l'irresponsabilité de Giscard. Ce qui est tout autre chose ! C'est en effet placer le débat sur le terrain de la responsabilité du chef de l'Etat. Si le thème «monarchique» était encore exploité, ce n'est pas d'être roi, mais d'être un mauvais roi qu'il serait question. L'histoire du petit télégraphiste de Venise est peut-être un apologue sur la légèreté giscardienne. J'y vois surtout l'invective contre un chef d'Etat qui a été inférieur à sa responsabilité suprême. C'est donc qu'il en a une. C'est donc que dans la tête de François Mitterrand, l'homme qui est en charge du pouvoir suprême est face à sa conscience, à la terrible et tragique tâche qui est sienne. Voilà qui est sérieux et nous situe d'emblée sur un autre terrain que cette douloureuse accusation de dérive monarchique.

Car enfin, si l'on a voulu porter l'accent sur la restriction des libertés, le poids d'une caste et même sur la concentration des pouvoirs, on a mal choisi ses exemples. On a un peu vite oublié que le rituel de la cour de Versailles n'avait d'autre but que de faire plier les grands sous le joug de l'étiquette. On a oublié que Louis XV poursuivit dans le même sens en amorçant une révolution que Louis XVI ne sut pas mener à bien. On fait aussi de l'ancien régime heureusement redécouvert par l'histoire contemporaine une image caricaturale, profondément étrangère à l'esprit et aux coutumes d'une société fonciè-

rement différente de la nôtre. Pour cet exercice qui remettait en honneur les stéréotypes les plus éculés de l'histoire enseignée par la IIIème République, Roger-Gérard Schwartzberg s'est montré le champion absolu dans un livre récent qui n'apprend d'ailleurs rien à personne en matière de giscardisme.

La question des libertés et celle de la justice ne sont pas de minces affaires. Elles sont déterminantes. Mais c'est se moquer du monde que



par
gérard
leclerc

de donner à penser qu'elle seraient bafouées par une dérive monarchique du pouvoir. Les pesanteurs bureaucratiques des Etats modernes ont des causes spécifiques, qui n'ont rien à voir avec la logique propre à une autorité monarchique, encore moins royale. L'exemple espagnol est trop criant pour qu'il soit besoin d'insister. Si l'on n'était pas d'une mauvaise foi écœurante, on conviendrait aisément que la royauté offre à une décentralisation ce cadre spontanément fédéral qui lui est nécessaire pour naître et se maintenir.

Mais on s'acharne à brouiller les pistes pour empêcher toute discussion politique de fond. On voudrait faire croire qu'il y a antinomie totale entre l'autorité et les libertés, entre l'arbitrage et la pluralité des pouvoirs, entre la légitimité du chef de l'Etat et le consentement populaire, entre la monarchie et la démocratie alors que ces différents couples sont solidaires, et complémentaires suivant un ordre de composition, Pierre Boutang l'a montré dans «Prendre le pouvoir», qui est la condition sine qua non de leurs possibilités particulières d'agir.

Il faut bien reprendre les évidences premières des grands philosophes politiques, puisque souvent le débat électoral les écarte par principe. Il n'y a pas à travers le monde ou l'histoire de régimes chimiquement purs. Chaque système politique combine selon un ordre plus ou moins harmonieux et des proportions fort diverses, sa part de démocratie, d'aristocratie et de monarchie. Même la dictature totalitaire comportera part de démocratie, subvertie, affolée, manipulée (comme on voudra !) mais l'acclamation populaire y est requise en permanence. Ce n'est pas pour rien qu'on appelle cela à l'Est «démocratie populaire». Le pléonasme est significatif de la volonté absurde de faire coïncider absolument l'Etat et la volonté populaire. Pourtant sans leur dualité, il n'y a pour l'un et l'autre aucune existence et liberté possibles. A l'inverse, les régimes parlementaires qui réduisent à quasi rien l'existence de l'exécutif, ne peuvent se passer de ce minimum de monarchie sans quoi la décision n'est pas possible. Le minimum de monarchie peut s'appeler Antoine Pinay ou

Pierre Mendès-France. Il s'agit toujours d'une tête, d'une intelligence et d'une volonté capables de donner à la nation cette unité de commandement qui lui est nécessaire. Parallèlement, la déférence populaire peut aller à René Coty (et à son épouse) dont l'inexistence de pouvoir n'abolit pas la fonction de symbole de l'unité nationale dévolue au monarque.

DONNER UNE TÊTE A LA REPUBLIQUE

Mais dans le cas de la IIIème et IVème Républiques, il est évident aux yeux de tous que les proportions étaient mal établies et que cela ne pouvait mener qu'à la crise et à la ruine du pays. La première ambition de Charles de Gaulle fut de donner une tête à cette République aboulique.

Avec Charles de Gaulle, la monarchie a retrouvé son poids dans l'équilibre des institutions, sans que quiconque puisse dire sérieusement que ce fut au détriment des libertés. Que le rôle législatif du parlement ait eu à en souffrir, est sans doute dû aux infirmités d'un parlementarisme qui s'est mal rénové et à des partis qui ont beaucoup de mal à sortir de leur rôle partisan. Mais ce n'est pas affaire monarchique. D'ailleurs Charles de Gaulle, fut chassé du pouvoir pour avoir voulu donner à son œuvre un prolongement dans l'ordre des libertés et des pouvoirs remis aux régions. Il préparait également des réformes décisives dans l'ordre économique pour la participation des travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Il est toujours bon de rappeler que c'est M. Giscard d'Estaing qui s'y opposa et provoqua le départ du Général.

François Mitterrand, pour être juste, ne mettait pas en cause, à l'époque, une dérive monarchique, mais une tentative de type bonapartiste et plébiscitaire. Sa grande référence historique était le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. Il y avait sans doute un risque rendu possible par la tradition de l'appel au soldat et le dégoût d'un certain parlementarisme. Charles de Gaulle le surmonta grâce au modèle capétien qu'il eût toujours pour référence. Son long dialogue avec le comte de Paris l'atteste suffisamment. C'est cette référence qui imposa à son esprit le concept de légitimité inédit dans le langage politique moderne. Cette légitimité est fondamentale par ce qu'elle entend de relations permanentes aux principes écrits et non écrits, à la France dans toute sa durée historique, passé et avenir. La dérive césarienne et dictatoriale trouve en cette légitimité son meilleur garde fou. Mais la royauté, mieux que toute autre institution en France l'incarne. C'est pourquoi il nous paraît convenable de royaliser la présidence, pour lui donner la garantie de la permanence, de l'arbitrage, de la souplesse et de la ténacité. Dans ces conditions, le pouvoir monarchique n'apparaît pas comme une menace pour les institutions mais un progrès et un accomplissement.

Gérard LECLERC

"elle lui dirait dans l'île"

« Il y a trois ans qu'il est détenu dans l'île où les pierres sont rouges du sang répandu. Depuis trois ans, elle attend l'autorisation de lui rendre visite. Elle lui dirait... Elle a tant de choses à dire ! Le laissez-passer est venu. Dans une cellule, les voici face à face, lui l'homme brisé, elle qui veut croire en la vie ... »



Simplicité de la trame. Le véritable « sujet » de cette pièce si bien orchestrée à partir de ces quelques notes, c'est le non-dit. Non pas la non-communicabilité, mais l'impuissance des mots, face à la mouvance des jours, aux petits faits, aux rêves et aux espoirs...

Elle lui dirait : ces trois années de vie toute tendue vers cette rencontre, la douleur d'une existence sans l'Autre...

Et puis, le face-à-face. Pendant près d'une heure s'égrènent des paroles sans couleur, sans relief et dont les pensées des personnages, que nous révèle une bande sonore, souligne plus douloureusement encore la fadeur et l'insignifiance. Ses doutes à elle et son jeu à lui, qui veut imposer une image, il faut qu'elle apprenne à le « désaimer » : symptômes et garants à la fois d'un vouloir vivre. Lui, en effet s'est habitué à son univers carcéral qu'il perçoit comme une possibilité de rachat, comme pouvant donner un sens à sa vie, un échec jusqu'alors. On pense à tel héros de Pierre Boulle qui ira jusqu'à la torture et la mort pour retrouver sa dignité perdue. Mais qui sera lui aussi trahi par une bande sonore.

Impuissance du verbe, manifeste ici dans les rapports personnels,

là dans l'idéologie dont les effets ne sont que trop sensibles pour les deux protagonistes. Elle mène au retranchement à la séparation physique et spirituelle : loin du monde, qui comme le remarque amèrement la jeune femme, a déjà oublié les prisonniers et leurs idées et vit à un rythme autre que le leur. Le détenu s'isolera encore davantage, en choisissant l'île et la mort, suprême rempart.

Seuls les corps et les objets ont valeur expressive. Les deux personnages se lisent grain de la peau, regards... ne pouvant dire ni écouter. La couverture si patiemment tissée sera le vrai discours de tous les gestes passés, s'effilochant comme les esquisses de dialogue entre les mains des autres prisonniers, prêts à donner leur vie pour un bout de fil de laine... Renaissance.

Daniel SINGLETON

Elle lui dirait dans l'île - spectacle conçu avec le texte de F. Xénakis par Philippe Desbœuf. Avant tournée en Provence : du 10 mars au 3 mai, tous les jours à 16 h « Aire Libre M. de la Gaité », 3 impasse de la Gaité, 13000. Il vaut mieux réserver (02 99 12 12 12).

café express doux-amer

Faire une comédie sur le chômage ! Seul le cinéma italien (en la personne de Nanni Loy) pouvait tenter cette gageure... et gagner le pari.

Il fait nuit. Une lumière blafarde éclaire à peine la petite gare minable de Vallo della Lucania. Les employés du chemin de fer attendent frileusement l'express de Naples. Soudain, du téléscripteur, tombe un message en provenance de Rome : on recherche un individu nommé Abbagnano. Qui est-il ? A qui ressemble-t-il ? L'express arrive enfin. Une ombre se glisse mystérieusement dans un wagon.

Ce n'est pas le début d'une histoire policière, mais celui d'une véritable satire sociale. Attention ! Pas un de ces pensums ennuyeux mais « qu'il faut avoir vu », concocté par le cerveau d'un intellectuel fatigué dissertant sur le dit et le non-dit à en faire bailler les spectateurs. Non ; une comédie alerte, truculente et colorée. On voit d'ici les préjugés revenir au grand galop. Ah oui ! L'Italie de l'anarchie permanente et de la débrouille érigée en institution ! Eh bien non ; il faut regarder au delà des apparences.

Au travers d'une suite de situations cocasses apparaissent sur l'écran des personnages qui n'entrent pas en scène par hasard. Ils constituent un véritable microcosme de la société italienne. Abbagnano (Nino Manfredi) n'est pas un dangereux malfaiteur. C'est un chômeur, mutilé, (il porte un gantelet de cuir noir) qui, avec son panier de bouteilles thermos, vend du café à la sauvette aux voyageurs de l'expresse de Naples. Parmi ces voyageurs, un compartiment de bourgeois parvenus pour lesquels toute détresse est une occasion à saisir : ils savent qu'Abbagnano accepterait n'importe quoi pour obtenir un travail sûr et régulier. Dans les couloirs, on croise aussi des petits truands qui s'arrangent pour faire capoter l'embauche de notre héros : ils veulent le récupérer pour leur propre compte. On rencontre également l'Administration (avec majuscule SVP) des chemins de fer qui, à travers ses multiples échelons, poursuit impitoyablement le fraudeur : c'est le petit employé qui jouit de pouvoir tracasser plus « minable » que lui. C'est aussi le petit chef pour lequel le règlement est plus

précieux que les Saintes Ecritures et qui ne pense qu'à son avancement ou à sa retraite. C'est encore le fonctionnaire dépêché de la capitale, sûr de lui. En apparence, il est plus pondéré que les personnages qui précèdent, mais en fait, il appartient au même « système ». C'est d'ailleurs la lâcheté qui, du haut en bas de l'échelle, sauvera Abbagnano - personne ne voulant se mouiller pour signer le procès-verbal.

Quelques scènes émeuvent particulièrement le spectateur : le gantelet noir, ostensiblement exhibé par ce chômeur pour apitoyer ses clients, semble dissimuler une fausse infirmité. Pourtant la main est réellement paralysée : Abbagnano cache sa misère derrière une exubérance de façade. Ce père en marge des lois nous touche également par sa détresse lorsqu'il s'aperçoit que son fils a lui aussi appris à tricher avec le monde des adultes (même si c'est pour le tirer d'un mauvais pas).

Courez boire ce café doux-amer : entre rires et larmes, gaieté et détresse, il vous en apprendra davantage sur nos voisins transalpins que toutes les encyclopédies.

Pierre CARINI

royaliste université

28 MARS 1981 :

discours de giscard aux jeunes

LE N° 16 VIENT DE PARAÎTRE
envoi franco : 3 F
Abonnement normal : 10 F
Abt de soutien : 30 F

ACTION ROYALISTE

présidentielles :

présents

ou pas ?

A l'heure où son écrites ces lignes nous ne savons pas encore si nous réussirons à rassembler les 500 signatures de «parrains», nécessaires à la candidature de Bertrand Renouvin.

Comme nous l'avions craint, un certain nombre de maires (plus de cents !!!) qui avaient signé une «promesse» formelle de parrainage, ont cédé à la peur du qu'en-dira-t-on ou aux pressions et menaces à peines voilées de la préfecture et n'ont pas honoré leur signature au dernier moment. Cependant, plus de 440 formulaires définitifs dûment signés sont actuellement entre nos mains, de plus, un certain nombre de maires nous ont affirmé avoir envoyé le leur directement au Conseil Constitutionnel, dans les formes et les délais prescrits. Nos militants sont repartis en campagne pour trouver les vingt ou trente signatures qui risquent de nous manquer. La dernière limite de dépôt est en effet très proche (le 7 avril à minuit) et les dernières signatures sont toujours les plus difficiles à obtenir.

Donc, jusqu'au 10 avril date de la publication au Journal officiel de la liste des candidats retenus, nous serons dans l'incertitude. Cela n'empêche, bien sûr, pas de remercier tout de suite ceux qui ont contribué à cette précampagne en y consacrant, leur temps, leur voiture, leur téléphone, en ou-

vrant largement leur portefeuille pour nous permettre de payer les dépenses exceptionnelles que nous avons engagées.

Que nous soyons présents ou non dans la compétition électorale, «La révolution tranquille» de Bertrand Renouvin qui vient de paraître, doit être un instrument de propagande privilégié, pendant toute cette période. Le succès de la diffusion de ce livre repose sur vous. Ne l'oubliez pas ...

Yvan AUMONT

A NOS LECTEURS

Le souci de permettre à Royaliste de «coller» le plus possible avec l'actualité nous amène à décaler d'une semaine nos dates de parution. Pour cela, et exceptionnellement, le présent numéro (335) restera en vente trois semaines. Ce numéro présentant d'une façon assez complète les propositions de la N.A.R. et de Bertrand Renouvin, doit être diffusé largement. Passez nous vos commandes (10 ex. : 30 F; 20 ex. : 50 F; 50 ex. : 100 F).

Le numéro suivant (336) paraîtra le 23 avril où nous reprendrons le rythme bi-mensuel normal.

**abonnez-vous
aussi à notre
revue trimestrielle :**

BULLETIN
D'ABONNEMENT/REABONNEMENT
A DECOUPER OU RECOPIER
ET A RETOURNER A
«ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS»
17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
C.C.P. «Royaliste» 18.104.06 N Paris

NOM / Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement normal 35 F - de soutien 50 F



**est
paru**

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

présence de l'idée monarchique

Est-elle semblable aux autres, cette campagne présidentielle ? Se réduit-elle à un pur spectacle, et sera-t-elle, du moins au second tour, l'exacte réplique de la partie qui fut jouée en 1974 ? Sans doute, les deux principaux acteurs sont les mêmes, et leurs idées-force n'ont pas changé. Sans doute faut-il déplorer que, comme en 1974, le pouvoir politique soit une nouvelle fois l'enjeu de la rivalité entre les appareils partisans. Notre critique, sur ce point, demeurera inébranlable ; le chef de l'Etat ne peut être à la fois juge et partie, s'il est le représentant d'un parti ou de groupe d'intérêts il ne peut disposer de l'indépendance qui permet l'arbitrage. Sans arbitrage, pas de justice. Et si la justice n'est pas possible, à quoi bon le pouvoir ? Si nous sommes royalistes, c'est parce que cette question se pose, et que nous pensons pouvoir y répondre.

PRESENCE DE L'IDEE MONARCHIQUE

Et que l'on ne nous dise plus que notre projet est utopique, ou désuet ! Curieuse utopie, dont nous célébrerons en 1987 le millième anniversaire - qui est aussi celui de la France. L'aventure capétienne commencée en même temps que notre histoire s'est confondue, jusqu'au siècle dernier, avec la vie même du peuple français. Comment cette œuvre pourrait-elle être oubliée, d'autant plus que la famille de France n'a cessé, sous la République, d'être présente et agissante, non par l'intrigue et le complot, mais pour le service de la nation ? Il y a là plus qu'un beau souvenir : ce qui rend cette campagne présidentielle tout à fait singulière, c'est justement la présence de l'idée monarchique dans le débat.

Oh ! Bien sûr, l'exemple de V. Giscard d'Estaing était particulièrement mal choisi et la gauche a critiqué une caricature, et confondu de façon abusive l'autocratie de fait du président sortant et son monarchisme supposé. Mais tout de même, ces histoires d'étiquette et de particules, cette passion pour Louis XV, signifient autre chose qu'un simple snobisme. Ce goût pour les apparences de la monarchie exprime peut-être un désir plus profond, jamais accompli. S'il existe

une grâce d'Etat, n'a-t-elle pas effleuré le Président de la République, lui faisant deviner que le service de l'Etat est autre chose que le sommet d'une brillante carrière : là est le lien fondamental entre l'histoire, le peuple vivant et sa destinée ; de là dépend la justice, la liberté et l'unité. C'est peut-être parce qu'il a compris



par
bertrand
renouvin

cela que Giscard a voulu être roi. Mais ce chef de clan, cet élu de la seule droite, ce représentant de l'aristocratie financière ne pouvait être l'homme de la nation, le serviteur de tous. D'où ses fantasmes et ses singeries, nés d'un désir impossible à réaliser.

Que les autres candidats ne se récrient pas : même si la conduite du président sortant est pathologique, ne manifestent-ils pas eux aussi, mais plus sainement, une certaine nostalgie de la légitimité ? Quand un candidat, comme Michel Rocard un moment, comme Jacques Chirac aujourd'hui, se sépare de son parti pour s'adresser directement à la nation, ne reconnaît-il pas que la fonction brigüée devrait être assumée par un homme libre de toute attache partisane ? Certes, la rupture est artificielle et jamais depuis 1958 l'élection présidentielle n'a été à ce point l'affaire des partis. Mais il y a cependant reconnaissance de l'indépendance nécessaire du chef de l'Etat, sentiment du rôle qui devrait être le sien.

LA LEGITIMITE PERDUE

Cela à droite comme à gauche : il est significatif que François Mitterrand ait évoqué « l'état de grâce » que connaîtra le nouvel élu, le temps qu'il fasse ses preuves. Plus platement, V. Giscard d'Estaing parlait, en 1974, des cinquante jours qui lui seraient nécessaires

pour réaliser le « changement ». L'idée était la même : il y a une attente confiante. Attente que le chef de l'Etat rende la justice, défende la liberté, préserve l'unité. Attente qu'il devienne autre, qu'il se libère du carcan des partis et des intérêts afin d'être au service de tous.

Ce que le consentement populaire permet, un court moment, est presque toujours brisé par la logique partisane, qui fait de l'Etat la chose d'un clan. Pour qu'il soit répondu à l'attente commune, pour que « l'Etat de grâce » ne soit pas brutalement détruit, il faut que le chef de l'Etat détienne une légitimité historique, lui permettant de ne pas être l'agent d'un parti, mais celui en qui toute la nation peut se reconnaître et se retrouver par delà ses oppositions de classes ou d'idéologies.

Le roi Juan Carlos incarne cette légitimité, que de Gaulle exprimait aussi depuis l'Appel du 18 juin 1940. Il n'est donc pas étonnant que le roi d'Espagne dérange les catégories politiciennes, et qu'il soit autant fait référence au Général. C'est que de Gaulle fut l'homme libre que tout candidat voudrait être aujourd'hui. Banale volonté de « récupération » ? Peut-être. Mais surtout hommage à un homme qui avait commencé de résoudre la question du pouvoir en le fondant sur une légitimité historique et populaire. Par là, le général de Gaulle fut profondément monarchique, à la fois dans sa conception de l'Etat-arbitre et dans son projet politique repris de la tradition capétienne.

C'est dire que la tradition monarchique en France n'est en rien désuète. Présente à travers la personne du plus grand homme d'Etat du siècle, vivant encore dans la Constitution qu'il a établie, s'accomplissant dans le projet politique du Général par la lutte contre les féodalités et par l'affirmation de l'indépendance nationale, elle demeure aujourd'hui, soit comme nostalgie, soit comme sourd désir dans les gestes et les paroles des candidats. Ils s'en défendent ? Peu importe. La question monarchique se pose à nouveau en France, de façon plus ou moins consciente. Il nous appartient de reprendre le débat, non dans l'opposition à une République abstraite, mais pour la réconciliation de nos traditions nationales et afin que soient posées les conditions de la justice et de la liberté.

Bertrand RENOUVIN